L'initiative du Muséum d'histoire naturelle de Rouen : le contexte local

Roger BOULAY

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jso/6637>

DOI : 10.4000/jso.6637

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2012

Pagination : 25-27

ISBN : 978-2-85430-032-1

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Roger BOULAY, « L'initiative du Muséum d'histoire naturelle de Rouen : le contexte local », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 134 | 1er semestre 2012, mis en ligne le 12 juillet 2012, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jso/6637> ; DOI : 10.4000/jso.6637

L'initiative du Muséum d'histoire naturelle de Rouen : le contexte local

par

Roger BOULAY*

Sollicité par la direction des Affaires culturelles, je réalisai, en 2006, l'inventaire des 358 objets composant la collection océanienne du Muséum d'histoire naturelle de Rouen. La nécessité de cet inventaire s'était imposée pour préparer la mise aux normes des salles d'exposition dont la muséographie n'avait guère été modifiée depuis la moitié du XIX^e siècle. Elle impliquait de retirer des vitrines anciennes l'ensemble des objets exposés. L'expertise demandée avait un objectif supplémentaire : faire une évaluation de l'intérêt de la collection en la comparant aux autres collections connues en région et en exposant les traits historiques les plus importants. Cela permettait de dégager alors les éléments d'information nécessaires à la rédaction du « projet scientifique et culturel » (PSC) demandé réglementairement par les autorités de tutelles lors de l'établissement de tout programme de rénovation.

Les collections océaniques et la collection Cécille

La collection du Muséum de Rouen est riche tout autant par la variété et la qualité des objets qu'elle rassemble que par la notoriété des donateurs ou des pourvoyeurs qui s'empressèrent dès la moitié du XIX^e siècle de doter abondamment un des plus actifs et importants Muséum de France. Parmi ces donateurs, on trouve :

- Dominique Rumeau (achat 1875), capitaine, sans doute baleinier,
- le comte Festetics de Tolna qui parcourut le Pacifique sur son yacht autour de 1893 et qui constitua l'importante collection du Musée de Budapest,

- Stephen Chauvet, un des grands collectionneurs français d'avant-guerre (1931),
- Étienne Loppé, le créateur du Muséum de La Rochelle
- et de bien d'autres.

Sans doute la collection la plus prestigieuse est celle que l'amiral Cécille donna en 1839 puis en 1844 dont l'une des pièces essentielles est une des plus belles proues de pirogue de Nouvelle-Zélande des collections françaises.

Jean-Baptiste Cécille est né à Rouen le 16 octobre 1787. Capitaine de vaisseau, il commanda la corvette l'*Héroïne*, qui a parcouru le Pacifique Sud (1837-1839) avec comme base principale le port d'Akaroa où venaient s'abriter la plupart des bâtiments de l'armement baleinier français. La Marine organisait alors des campagnes de soutien des intérêts nationaux. Les objectifs de ces campagnes étaient essentiellement militaires, la seconde moitié du XIX^e siècle voyant s'établir colonies et protectorats.

À cette époque, nous ne sommes plus au temps des voyages d'exploration ni des missions scientifiques. Toutefois, les commanditaires proposent, qu'à l'occasion, les officiers (le plus souvent médecins de Marine) rapportent des collections qui viendront compléter celles du Muséum de Paris ou d'autres établissements semblables.

À Akaroa, Cécille est engagé malgré lui dans un règlement de comptes entre marins du baleinier le *Jean Bart* et les Māori des îles Chatham. En représailles, bien que Cécille soit certain de la responsabilité des marins français dans cette affaire, pendant laquelle vingt-sept Māori furent massacrés, il ravage villages et plantations, et détruit les pirogues tout en prenant soin d'en

* roger.boulay763@orange.fr

garder une pour le Muséum de sa ville natale. La magnifique proue de pirogue enregistrée sous le n° 11014 comme « proue sculptée d'un chef des îles Chatham » a sans doute appartenu soit à Eitouna ou à Eimaré, tous deux chefs originaires de la région de Taranaki.

En plus de cette fameuse proue, la collection comprend notamment un fragment de bordage sculpté, une proue de pirogue à figure « idole les mains croisées sur la poitrine » (n°s 11001 et 85), trois capes *kahu* et un modèle de pirogue.

Mais plus intéressant pour notre propos est l'attitude de Cécille qui, à l'occasion de son séjour à la Baie des Îles (le 28 avril), dénonça le trafic de tête scarifiées alors très demandées par les musées occidentaux. Il s'insurgea de belle manière, fait rare à l'époque, et écrit en son rapport destiné au ministère (1840) :

« On a vu les têtes zélandaises devenir un objet lucratif d'exportation ; tous les moyens ont été bons pour s'en procurer et des guerres ont été suscitées entre les tribus pour faire baisser le prix de cette marchandise recherchée par les naturalistes, toujours communes après les combats. On a vu des individus presser des chefs et leur assurer des présents pour se faire livrer la tête remarquablement tatouée de quelques esclaves. »

Or, il existe, dans la collection du Muséum de Rouen, une tête trophée māori (*moko mokai*) donnée en 1875 par un certain Drouet, « une tête de sauvage tatouée, race jaune de la Nouvelle-Zélande ».

Se posa donc la question de décider que faire de ce *moko mokai*. En taire l'existence en la remisant au fond des réserves ? Impossible car la qualité de cette collection n'a pas manqué d'attirer l'attention de quelques spécialistes en Nouvelle-Zélande. D'ailleurs, le Muséum, l'association Rouen-Akaroa et la mairie développent depuis quelque temps déjà des projets en relation étroite avec la Nouvelle-Zélande et des délégations se succèdent au Muséum. Position d'autant plus intenable que le *moko mokai* avait été publié récemment dans un très joli petit ouvrage de photographies distribué par la mairie à ses hôtes.

Il semblait évident que, dans le cadre du projet scientifique et culturel (PSC), cet ensemble d'objets de qualité exceptionnelle, pourvus d'une histoire connue (les informations concernant les origines et les conditions dans lesquelles les objets furent collectés sont inconnues dans la majorité des collections françaises), le témoignage de Cécille lui-même concernant le trafic des têtes, feraient le fondement de la réflexion muséologique.

La question m'étant posée, j'informai conservateur et responsables culturels de la ville des revendications māori concernant ces *moko mokai* et des restitutions déjà effectuées par nombre de musées occidentaux. M^{me} Morin-Desailly, adjointe à la Culture, et M. Minchin, directeur du Muséum, estimèrent qu'une démarche dans ce sens pourrait assurer un contexte favorable aux relations positives que devraient entretenir le Muséum dans le cadre d'une collaboration culturelle nouvelle avec les représentants de la communauté māori. Une expertise des services de la ville ayant conclu en juin 2006 à l'absence de difficultés juridiques, il fut décidé de restituer le *moko mokai*. Ce qui fut fait par l'intermédiaire des personnes en charge des Affaires culturelles à l'ambassade de Nouvelle-Zélande et du Te Papa Tangarewa, le musée national de Nouvelle-Zélande.

Il y eut alors, en octobre 2006, à Rouen, une première et émouvante cérémonie de remise de la tête à ces interlocuteurs dont la presse nationale du jour rendit compte jusqu'à ce que le tribunal administratif requis par le ministère de la Culture mette fin à ce projet. Un comité de soutien se mit en place, courant octobre 2007, sous la présidence de Pascal Picq ralliant de nombreuses personnalités. Il fut rejoint par une motion de soutien du conseil d'administration (CA) de notre société votée à l'unanimité le 17 janvier 2008. La motion proposait des recommandations :

« Il ne peut y avoir restitution que s'il y a une demande légitime de la part de la communauté d'où provient l'objet "sacré" (c'est-à-dire porteur d'un élément essentiel d'une identité collective et historiquement reconnue) qui scelle à leurs yeux leur identité. C'est le cas pour les restes humains et les objets à portée rituelle et de pouvoir.

Il faudra envisager dans le processus de restitution que le vide crée dans la culture mondiale puisse être comblé par des substituts qui sont à inventer en coopération avec la communauté d'origine de la pièce restituée (création d'espaces sacrés pour re-sacraliser les objets). »

Le CA de la Société des Océanistes a donc soutenu la restitution de la tête māori du musée de Rouen dans la mesure où :

« une demande officielle a bien été faite par les représentants légaux de la communauté māori de Nouvelle-Zélande et si le vide laissé par cette pièce peut être comblé d'une quelconque manière. »

Le Muséum soutenu, au moins au début, par le ministère de la Recherche, traversa une zone de turbulence particulièrement sévère d'autant qu'aucune des institutions s'estimant concernées par ce qui devint une « affaire » ne prit

jamais l'initiative de rencontrer les initiateurs du projet de Rouen, ni de les inviter au colloque qui fut organisé au musée du quai Branly en février 2008. Malgré le légitime ressentiment éprouvé par les acteurs rouennais de l'aventure, le directeur du Muséum, Sébastien Minchin, dans son article pour l'AGCCPF, faisait remarquer que :

« suite au séisme provoqué par notre démarche, la question du devenir des restes humains et les revendications des peuples autochtones n'ont jamais été autant évoquées en France. Même si l'équipe du Muséum de Rouen n'a pas été invitée à participer aux débats lors du symposium du quai Branly du 23 février 2008, il faut reconnaître que ce colloque a fait la lumière sur les expériences internationales et que ces questions devaient être considérées au niveau international. Ce colloque a eu ainsi le mérite par les expériences présentées de minimiser les fantasmes habituels [...] »

Au même moment, une proposition de loi était déposée par M^{me} Catherine Morin-Desailly, sénatrice de Seine-Maritime en février 2008 avec les résultats que l'on sait. Le projet de loi fut présenté au Sénat le 29 juin 2009. Le 25 juin, Frédéric Mitterrand, nouvellement nommé ministre de la Culture, annonça son soutien au projet de loi dès sa première déclaration officielle. Le 29 avril 2010, la loi est présentée à l'assemblée et votée à l'unanimité des députés le 4 mai 2010.

Poursuivant son chemin sans attendre que les autres institutions concernées par la loi organi-

sent leur propre geste, le Muséum de Rouen restitua le *moko mokai* lors d'une première cérémonie à Rouen le 9 mai 2011 et à Wellington le 12 mai.

Suites de l'affaire ?

La loi précise que, dans un délai d'un an, une commission de professionnels et de parlementaires se réunisse afin de compléter les textes traitant de la législation concernant les « restes humains » détenus par les institutions publiques : elle n'a toujours pas été réunie à ce jour. Les urgences des professionnels semblent s'être de nouveau tournées vers d'autres horizons. Pourtant c'est au nom de la science, déclara un des principaux argumentateurs du débat, qu'il était urgent de mettre un terme aux restitutions car des informations fondamentales pourraient en être tirées :

« Elles sont des sujets d'étude dont l'intérêt dépasse le simple caractère sacré ou artistique. »

Si l'argument est théoriquement juste, pratiquement, aucune étude n'a été réalisée sur ces *moko mokai* depuis 150 ans. Par ailleurs, il n'est pas certain que les communautés concernées apprécient ces jugements concernant leurs croyances. Quoi qu'il en fut, preuve est faite qu'il était peu question de science dans cette affaire.